



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

réforme

Question écrite n° 42040

Texte de la question

M. Jean-Yves Le Drian attire l'attention de M. le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale sur la situation des personnes ayant eu une carrière longue, pour tout ou partie en tant que non-salarié agricole, et souhaitant partir en retraite anticipée depuis le 1er janvier 2004. Aujourd'hui ces personnes sont empêchées dans leur volonté de partir en retraite par l'absence de parution du décret annoncé relatif au rachat de période d'aide familial entre quatorze et vingt et un ans. Il semble que cette parution tardive soit due à la volonté du Gouvernement d'augmenter le coût de ce rachat. En conséquence, il lui demande que les conditions soient réunies sans tarder pour que ces personnes puissent faire valoir leur droit à la retraite, et notamment à la retraite anticipée, comme le prévoit la loi du 21 août 2003, et de préciser les intentions du Gouvernement concernant le montant du rachat de ces périodes d'aides familiales. - Question transmise à M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité.

Texte de la réponse

L'article 100 de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites a prévu la possibilité de rachat des périodes accomplies en tant qu'aide familial dans les exploitations agricoles à partir de quatorze ans. Cette mesure est désormais effective. En effet, le décret n° 2004-862 du 24 août 2004 portant application de l'article L. 732-35-1 du code rural et modifiant le décret n° 55-753 du 31 mai 1955 tendant à modifier et à compléter le décret du 18 octobre 1952 et fixant les conditions d'application de la loi du 5 janvier 1955 relative à l'allocation de vieillesse agricole a été publié au Journal officiel du 25 août 2004. Ce texte a demandé des délais importants de préparation et de concertation, car il s'agissait de fixer des paramètres permettant à un nombre important d'anciens aides familiaux d'avoir accès au dispositif, tout en ne compromettant pas l'équilibre financier global de nos régimes de retraite. L'accès à la mesure est simple, puisqu'il s'appuie sur une déclaration sur l'honneur contresignée par deux témoins. Le prix de rachat est calculé suivant un barème dégressif en fonction de la durée d'activité reconnue dans les régimes de salariés et non-salariés agricoles. Le nouveau dispositif devrait permettre le rachat par 10 000 personnes par an, pour un coût de 50 millions d'euros. Compte tenu des incertitudes existant sur cette évaluation, il est prévu que le décret s'applique jusqu'au 31 décembre 2005. L'expérience acquise durant cette période pourra permettre, le cas échéant, d'en ajuster les paramètres.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Yves Le Drian](#)

Circonscription : Morbihan (5^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 42040

Rubrique : Retraites : régime agricole

Ministère interrogé : emploi

Ministère attributaire : agriculture, alimentation et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 juin 2004, page 4603

Réponse publiée le : 11 janvier 2005, page 225